

NOTE | AVRIL 2026

# COMMENT LA CONJONCTURE MONDIALE EST-ELLE AFFECTÉE PAR LA BATAILLE POUR LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES ?

Sous la direction de **Patrice Geoffron**, avec la participation des membres du Cercle des économistes

Dans un contexte international inédit, la France s'apprête à jouer un rôle central dans la redéfinition du multilatéralisme en organisant à Évian le Sommet du G7, du 15 au 17 juin 2026. Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence se dérouleront deux semaines plus tard, du 2 au 4 juillet 2026. Dans cette perspective, Le Cercle des économistes, organisateur du forum, a souhaité contribuer aux réflexions à travers la rédaction de quatre notes d'analyse consacrées à des enjeux structurants : les politiques migratoires, la bataille pour les ressources énergétiques, les flux mondiaux de financement et le caractère exceptionnel de la période actuelle.

---

## SYNTHÈSE EXÉCUTIVE

La bataille pour les ressources énergétiques structure l'ensemble de notre décennie, et sans doute au-delà. Depuis le déclenchement du conflit militaire entre la coalition américano-israélienne et l'Iran, début mars 2026, cette bataille a changé de nature : à la compétition géostratégique de moyen terme s'est superposée une crise d'approvisionnement aiguë, que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qualifie de « perturbation la plus grave de l'histoire du marché pétrolier moderne ». La fermeture du détroit d'Ormuz a fait bondir le Brent au-delà de 100 dollars le baril, après que les cours avoisinaient 60 dollars en début d'année.<sup>1</sup>

Ce choc ne remet pas en cause les dynamiques structurelles déjà à l'œuvre, mais les exacerbe : divergence stratégique entre les États-Unis producteurs massifs d'hydrocarbures et la Chine en voie d'électrification ; fragmentation croissante des chaînes d'approvisionnement énergétique ; compétition exacerbée pour les minerais et métaux critiques nécessaires à la transition bas-carbone, au numérique et à la défense. Le mouvement désinflationniste de début d'année a cédé la place à un risque de stagflation que les institutions internationales jugent désormais crédible. La résilience énergétique, et non plus seulement l'efficacité ou le coût, s'impose comme le critère central des politiques nationales et comme l'enjeu premier du G7 d'Évian.

---

<sup>1</sup> AIE (Agence internationale de l'énergie), *Oil Market Report*, avril 2026.

# 1. La reconfiguration géopolitique des marchés énergétiques

## 1.1. LE GRAND SCHISME ÉTATS-UNIS/CHINE

L'année 2025 a consacré une bifurcation stratégique entre les deux principales puissances économiques mondiales. Les États-Unis ont multiplié les projets d'exploitation d'hydrocarbures, avalisé de nouveaux terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) et ouvert au forage de larges espaces sur terre et en mer. De l'autre côté, la Chine a investi plus de 800 milliards de dollars dans les technologies vertes en 2024, représentant près de 40% des investissements mondiaux. En 2025, 315 gigawatts de capacités solaires y ont été ajoutés<sup>2</sup>, soit davantage que la capacité solaire totale installée aux États-Unis. Pékin contrôle désormais plus de 70%<sup>3</sup> de la capacité mondiale de panneaux solaires, de cellules de batteries et de véhicules électriques<sup>4</sup>. Cette opposition structurelle traduit deux visions géostratégiques concurrentes : les États-Unis misent sur leur abondance en hydrocarbures pour tenter d'ancrer un leadership énergétique, tandis que la Chine construit sa souveraineté par l'électrification et la domination des chaînes de valeur des technologies propres.

## 1.2. L'EUROPE EN ÉTAU

L'Union européenne se trouve en situation de double dépendance. Pour ce qui concerne le gaz russe, même si l'objectif reste un arrêt total fin 2026, cette origine pesait encore 13% des importations de l'UE en 2025 (contre 40% avant le début du conflit). Parallèlement, l'Europe s'appuie massivement sur le GNL américain pour compenser, avec jusqu'à 15 milliards de mètres cubes de demande supplémentaire attendus en 2026. En juillet 2025, l'UE a même ouvert la possibilité d'acheter 750 milliards de dollars de produits énergétiques américains sur trois ans, bien au-delà de ce que la réalité technico-économique permet d'absorber (et sans doute de produire du côté américain).

Cette dépendance transatlantique crée une vulnérabilité stratégique que le contexte actuel rend plus visible. Il convient d'être lucide sur les intentions réelles de Washington : les approvisionnements en GNL américain peuvent être utilisés comme levier de pression dans les négociations commerciales et politiques. En outre, en appliquant sa feuille de route de décarbonation, l'Europe devient cliente obligée de produits chinois pour sa transition énergétique, créant une seconde dépendance structurelle<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> BloombergNEF, *Energy Transition Investment Trends 2025*, New York, 2025 ; AIE, *World Energy Investment 2025*, Paris, 2025.

<sup>3</sup> AIE, *Renewables 2025*, Paris, 2025 ; IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables), *Renewable Capacity Statistics 2025*, Abu Dhabi, 2025.

<sup>4</sup> AIE, *Energy Technology Perspectives 2025*, Paris, 2025. La Chine assure également plus de 80% du raffinage mondial des terres rares et plus de 60% du raffinage du cobalt.

<sup>5</sup> Commission européenne, *Critical Raw Materials Act*, Bruxelles, 2024.

## 2. Les marchés pétroliers et gaziers : ce que révèle le choc d'Ormuz

### 2.1. LE RENVERSEMENT DU MARCHÉ PÉTROLIER

En début d'année 2026, le marché pétrolier évoluait dans un contexte d'offre excédentaire : le Brent oscillait autour de 60 dollars le baril, Morgan Stanley anticipait un surplus pouvant atteindre 3 millions de barils/jour au premier semestre, et l'AIE<sup>6</sup> évoquait un excédent proche de 4 millions. Il convient toutefois de rappeler que les cours du Brent avoisinaient 80 dollars en 2023-2024. Les fondamentaux sous-jacents (production hors OPEP en hausse au Brésil, en Guyana et aux États-Unis, demande mondiale ralentissant à environ 1%<sup>7</sup> par an) pointaient vers la modération des prix, mais non vers leur effondrement durable.

Ce tableau a été radicalement bouleversé par le déclenchement du conflit armé entre la coalition américano-israélienne et l'Iran, fin février 2026. La fermeture du détroit d'Ormuz a provoqué le choc d'approvisionnement le plus brutal depuis les années 1970. Les cours ont bondi de plus de 10% dans les premières 48 heures du conflit, pour dépasser les 80\$ dès le début mars, puis ont continué leur ascension au-delà de 100 dollars. L'AIE a revu en baisse ses prévisions de consommation mondiale de pétrole pour 2026, une première depuis la pandémie de Covid-19<sup>8</sup>.

Auparavant, l'arrestation du leader vénézuélien début janvier 2026 et la volonté de Washington de contrôler l'amont et l'aval du pétrole vénézuélien visaient à renforcer le levier américain sur les marchés. La valeur de cette « option » est sans doute rehaussée encore face au choc iranien. Toutefois, la restauration de la capacité productive vénézuélienne (0,8 mb/j actuel contre 3 mb/j avant sanctions) implique des investissements considérables, sans doute supérieurs à 100 milliards de dollars, et requiert des perspectives de prix élevés sur le moyen terme pour être économiquement viables, ce qui est très douteux dans un environnement sans doute durablement chaotique.

### 2.2. LE MARCHÉ GAZIER : D'UN PARADOXE DE SURABONDANCE À UNE VULNÉRABILITÉ SYSTÉMIQUE

En début d'année, le marché gazier présentait un paradoxe : une surabondance mondiale en gestation (avec 475 millions de tonnes de GNL attendues en 2026, soit +10% par rapport à 2025) tirées par les États-Unis et le Qatar qui contrastait avec une demande européenne stabilisée par la montée des renouvelables, avec même un risque de surproduction dès 2027 à la mise en service des 50 millions de tonnes supplémentaires qataries. Ce tableau a été profondément altéré par la crise iranienne<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Morgan Stanley Research, *Global Oil Market Outlook*, janvier 2026.

<sup>7</sup> AIE, *Oil Market Report*, janvier 2026, Paris.

<sup>8</sup> AIE, *Oil Market Report*, avril 2026. L'AIE anticipe un recul de la demande mondiale de pétrole de 80 000 b/j sur l'ensemble de l'année 2026, première révision à la baisse depuis 2020.

<sup>9</sup> Shell, *LNG Outlook 2026*, La Haye, janvier 2026 ; AIE, *Gas Market Report*, Q1 2026, Paris.

La suspension de la liquéfaction par QatarEnergy début mars a provoqué une flambée des prix du gaz, notamment sur les marchés asiatiques, très dépendants des approvisionnements du Golfe. Pour les marchés européens, qui bénéficiaient jusqu'alors de prix spot bas grâce aux renouvelables croissants et aux stocks confortables, ce choc supplémentaire qui remet en question la thèse d'une décorrélation progressive des prix européens par rapport à la géopolitique du Golfe. Les dynamiques structurelles du marché américain demeurent néanmoins distinctes : la production domestique de gaz devrait augmenter de plus de 20% d'ici 2030, soutenue par les exportations vers l'Europe et l'Asie et par l'explosion de la demande des centres de données d'intelligence artificielle. Et, compte tenu du ciblage des infrastructures durant le conflit, le redémarrage de l'écosystème productif du Golfe prendra de plusieurs semaines à des années (notamment en matière de liquéfaction de gaz qatari), prolongeant la tension sur les marchés au-delà du conflit lui-même.

### 3. La bataille pour les minerais et matériaux critiques

#### 3.1. UNE SUPRÉMATIE CHINOISE CONTESTÉE, MAIS DURABLE

La transition bas-carbone mondiale a déplacé le centre de gravité de la compétition énergétique des hydrocarbures vers les matériaux critiques : lithium, cobalt, terres rares, nickel, ... La Chine y a construit une position quasi-monopolistique sur l'ensemble de la chaîne de valeur, contrôlant non seulement l'extraction, mais surtout le raffinage, étape cruciale et souvent négligée. Cette domination résulte d'une politique industrielle dirigiste, structurée autour du plan « Made in China 2025 », visant à atteindre 70% de contenu national dans les secteurs stratégiques.

Face à cette hégémonie, les puissances occidentales et asiatiques multiplient les stratégies de diversification. Le Japon a pris des participations dans des projets miniers au Chili (lithium), en Indonésie (nickel), en Australie (terres rares) et en France. Les États-Unis ont scellé un partenariat avec l'Australie autour de huit projets. L'UE a désigné plusieurs projets comme stratégiques, dont la mine de lithium de Barroso au Portugal. Ces initiatives se heurtent néanmoins à des limites structurelles : les économies occidentales se retrouvent en concurrence pour les mêmes ressources et les mêmes technologies ; la chute des prix du lithium en 2024-2025 a fragilisé la rentabilité de nombreux projets ; et les stratégies de diversification restent souvent dépendantes, en amont, de capacités de transformation concentrées en Chine. La crise iranienne, en réorientant l'attention vers la sécurité de court terme des approvisionnements pétroliers et gaziers, risque paradoxalement de retarder les décisions d'investissement dans les matériaux critiques pourtant essentiels à la transition.

#### 3.2. LE RETARD PERSISTANT DE L'HYDROGÈNE BAS CARBONE

L'horizon du déploiement de l'hydrogène bas carbone, présenté comme un pilier de la décarbonation industrielle, recule. Bien que la production ait augmenté de 10% en 2024 pour atteindre environ 1 million de tonnes en 2025, elle représente moins de 1% de la demande mondiale. L'AIE a révisé à la baisse ses projections pour 2030, de 49 millions de tonnes à 37 millions de tonnes. L'écart de prix avec l'hydrogène gris reste un frein majeur, même s'il est appelé à se réduire progressivement. Le choc

énergétique actuel pourrait, par l'augmentation des prix du gaz naturel, améliorer mécaniquement la compétitivité relative de l'hydrogène bas carbone, mais les obstacles financiers et technologiques au déploiement à grande échelle demeurent<sup>10</sup>. Ce retard constitue une difficulté additionnelle pour les secteurs difficiles à décarboner (« hard to abate ») comme la pétrochimie, la sidérurgie ou la cimenterie.

## 4. Les impacts macroéconomiques des tensions énergétiques

### 4.1. D'UNE DÉCRUE DE L'INFLATION AUX MENACES DE STAGFLATION

En début d'année 2026, la surabondance de pétrole et la baisse des prix du gaz en Europe exerçaient des pressions désinflationnistes, tandis que les investissements massifs dans les infrastructures de transition créaient une pression haussière structurelle à moyen terme. Ce tableau a été profondément modifié par la crise iranienne. La tendance désinflationniste a cédé la place à un risque de stagflation : la poursuite des perturbations d'approvisionnement pourrait ajouter près de 1% d'inflation au niveau mondial, tandis que la destruction de demande liée aux pénuries et à la hausse des coûts pèse sur la croissance<sup>11</sup>. Les banques centrales se trouvent face à un dilemme singulier au XXI<sup>e</sup> siècle : un choc stagflationniste d'origine géopolitique appelle un arbitrage délicat entre lutte contre l'inflation et soutien à l'activité<sup>12</sup>.

### 4.2. DIVERGENCES DE COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE ET FRAGMENTATION ÉCONOMIQUE

Les écarts de prix énergétiques entre grandes régions continuent de redessiner la carte de la compétitivité industrielle mondiale. Le prix de l'énergie aux États-Unis reste près de trois fois moins cher qu'en Europe, constituant un avantage décisif pour les industries énérgo-intensives (acier, ciment, chimie, aluminium). La crise iranienne aggrave temporairement la situation des industries européennes et asiatiques, davantage exposées aux prix du pétrole et du GNL du Golfe.

Cette balkanisation de l'économie mondiale est source d'inefficiences considérables. Les chaînes de valeur mondiales, optimisées pendant des décennies pour maximiser l'efficacité économique, se réorganisent désormais selon des logiques géopolitiques et de résilience : duplication des capacités de production, allongement des chaînes logistiques régionalisées, perte d'économies d'échelle.

### 4.3. LE DÉFICIT MONDIAL DE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ENÉRGÉTIQUE

Bien que les investissements mondiaux dans les technologies vertes aient atteint des niveaux records, les volumes engagés demeurent largement insuffisants. Pour les pays émergents et en développement, le déficit de financement est particulièrement critique : selon l'OCDE, ils pourraient faire face à un déficit cumulé de plus de 10 000 milliards de dollars d'ici 2050 pour financer leurs

---

<sup>10</sup> AIE, *Global Hydrogen Review 2025*, Paris, 2025.

<sup>11</sup> FMI, *World Economic Outlook*, avril 2026.

<sup>12</sup> Banque mondiale, *Commodity Markets Outlook*, octobre 2025 : les prix mondiaux des matières premières devraient reculer de 7% en 2025 et en 2026.

besoins de développement et de transition énergétique<sup>13</sup>. Les 100 milliards de dollars annuels promis par les pays développés aux pays en développement (dans le cadre de l'Accord de Paris)<sup>14</sup> apparaissent dérisoires face aux besoins réels estimés à plusieurs milliers de milliards par an. Les mécanismes multilatéraux de financement restent sous-dimensionnés, et les instruments concrets pour réduire le coût du capital dans les pays émergents (mécanismes de garantie, dérisquage public, réformes des banques multilatérales de développement) peinent à être déployés à l'échelle nécessaire. La crise iranienne aggrave encore la situation des pays émergents importateurs nets de pétrole, dont la facture énergétique explose au moment même où les taux d'intérêt internationaux exercent une pression sur leur coût de financement.

## 5. Une diversité de zones géopolitiques critiques

### 5.1. LE FRONT UKRAINIEN ET LES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES

La guerre en Ukraine continue de peser sur les marchés énergétiques européens. En début d'année 2026, la Russie a intensifié ses attaques contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes, privant des millions de personnes d'électricité et de chauffage. Kiev multiplie en parallèle les frappes sur les installations pétrolières russes, notamment les plateformes en mer Caspienne. Cette escalade maintient une prime de risque géopolitique sur les marchés énergétiques européens, même si l'impact direct sur les prix est limité grâce à la diversification des approvisionnements. Dans ce contexte, un soutien plus explicite aux infrastructures énergétiques ukrainiennes (notamment la mise en souterrain et la redondance des lignes électriques) devrait figurer à l'agenda du G7. Une telle mesure d'aide aux populations civiles pourrait bénéficier d'un soutien plus large au sein même de l'administration américaine actuelle.

### 5.2. LES TENSIONS EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Les découvertes massives de gaz naturel en Méditerranée orientale, notamment les champs Leviathan et Tamar au large d'Israël, redessinent la géopolitique régionale des hydrocarbures. Dans le contexte du conflit iranien, la sécurisation de ces voies d'approvisionnement alternatives pour l'Europe prend une importance stratégique accrue. Israël, devenu exportateur vers l'Égypte et la Jordanie, et le projet de gazoduc EastMed reliant Israël à Chypre, la Grèce et l'Italie, peuvent constituer un complément pertinent au GNL du Golfe si sa disponibilité demeure incertaine. Toutefois, les tensions persistantes avec la Turquie (qui revendique des droits sur des zones également réclamées par la Grèce et Chypre et a signé un accord avec la Libye pour forer dans des eaux contestées) compliquent la trajectoire de ces projets et maintiennent un risque de confrontation dans une région déjà fragilisée.

---

<sup>13</sup> OCDE, *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2025*, Paris, 2025.

<sup>14</sup> OCDE, *Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2013–2022*, Paris, 2024.

### **5.3. L'AFRIQUE ENTRE OPPORTUNITÉS ET VULNERABILITÉS**

Le continent africain dispose de ressources considérables : la production de pétrole et de gaz pourrait atteindre 11,5 millions de barils par jour en 2026, pour monter à environ 13,6 millions d'ici 2030. La République démocratique du Congo est l'acteur majeur sur le marché du cobalt, et des pays comme la Namibie et la Côte d'Ivoire émergent comme de nouvelles destinations d'investissement. La hausse des prix pétroliers liée à la crise iranienne avantage les pays africains exportateurs, mais fragilise davantage les importateurs nets, déjà sous pression. L'Afrique reste un théâtre de compétition entre puissances<sup>15</sup> : la Chine y intensifie ses investissements via l'initiative « Belt and Road », tandis que l'Europe tente de renouveler des partenariats énergétiques. Cette position charnière fait de l'Afrique un acteur stratégique des tensions énergétiques mondiales, mais aussi une région vulnérable aux chocs de prix et aux tensions géopolitiques.

## **6. Enjeux pour le G7**

La bataille pour les ressources énergétiques n'est plus un paramètre parmi d'autres de la conjoncture mondiale : elle en structure désormais les dynamiques fondamentales. La crise iranienne a donné une acuité nouvelle aux discussions qui s'engageront à Évian. Cinq constats s'imposent.

### **6.1. L'URGENCE DE COURT TERME EXIGE UNE RÉPONSE COORDONNÉE**

La perturbation des flux en provenance du Golfe affecte différemment les membres du G7 : l'Europe et le Japon sont davantage exposés aux disruptions de GNL et de pétrole du Golfe que les États-Unis, producteurs domestiques. Un mécanisme de coordination sur les réserves stratégiques, les approvisionnements alternatifs et la sécurité maritime constitue la priorité immédiate. La réouverture durable et sécurisée du détroit d'Ormuz demeure la variable clé.

### **6.2. IDENTIFIER LES CONVERGENCES D'INTÉRÊTS À COURT TERME**

Si les objectifs des membres du G7 divergent profondément à long terme (États-Unis et Canada dans une logique extractive, Europe et Japon dans une logique de transition) leurs intérêts à court terme sont plus alignés qu'il y paraît. Un prix du pétrole et du gaz contenu est dans l'intérêt commun : des États-Unis (en vue des mid-terms de 2026), de l'Europe (pour éviter que la cherté de l'énergie n'alimente les populismes lors des prochaines échéances électorales) et des économies émergentes ou en développement. L'affaiblissement des recettes pétro-gazières russes constitue également un objectif partagé. Ces convergences de court terme devraient structurer l'ordre du jour d'Évian, bien davantage que les divergences doctrinales à moyen terme.

### **6.3. LA FRAGMENTATION GÉOPOLITIQUE DU PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE EST DURABLE**

La divergence stratégique entre États-Unis et Chine, l'affaiblissement du multilatéralisme énergétique et la recomposition des chaînes d'approvisionnement en corridors sélectifs définissent un nouvel

---

*15 African Energy Chamber, State of African Energy 2026, Johannesburg, 2026 ; AIE, Africa Energy Outlook 2025, Paris, 2025.*

ordre énergétique mondial. Cette fragmentation génère des inefficiences économiques, mais répond à des logiques de souveraineté et de sécurité nationales que le G7 ne peut ignorer.

#### **6.4. DÉFENDRE AVEC CLARTÉ LE MODÈLE EUROPÉEN DE TRANSITION**

La posture américaine (économie extractive présentée comme économiquement avantageuse à court terme) fait peser un risque réel sur les ambitions climatiques européennes. Si le différentiel de compétitivité lié au coût de l'énergie devait s'aggraver durablement, la pression politique pour abandonner la feuille de route de décarbonation s'intensifierait en Europe, ce qui serait une décision lourde de conséquences en matière de sécurité collective pour l'Union. Il appartient au G7 de poser collectivement les termes d'un débat sur la compatibilité des stratégies énergétiques nationales avec les objectifs climatiques communs.

#### **6.5. VISER LE PRAGMATISME ET LES AVANCÉES CONCRÈTES**

Le niveau d'attente envers le G7 doit être réaliste : l'administration américaine actuelle ne fera pas de la transition énergétique multilatérale une priorité. Le Sommet d'Évian devra se concentrer sur des avancées concrètes et immédiatement opératoires : soutien aux infrastructures énergétiques ukrainiennes, mécanismes de financement innovants pour les pays africains, et partage de technologies propres. Le retour à un multilatéralisme paisible n'est pas une option, tandis qu'une fragmentation encore plus profonde porteuse de risques systémiques pour l'économie mondiale ne serait pas à exclure.